

LES ARABES D'ISRAËL : UN ENJEU POLITIQUE MAJEUR POUR TEL-AVIV

# MOYEN-ORIENT

GÉOPOLITIQUE, GÉOÉCONOMIE, GÉOSTRATÉGIE ET SOCIÉTÉS DU MONDE ARABO-MUSULMAN

Magazine bimestriel • Numéro 05

Avril-Mai 2010 • 10,95 €

## ISRAËL PALESTINE

LA PAIX, POUR QUAND ?

### BAGDAD

*Al-Hakim, nouvel arbitre  
de la scène politique irakienne ?*

### LE CAIRE

*Vers la fin des Frères  
musulmans en Égypte ?*

### SANAA

*Le Yémen, nouvel instrument  
de la diplomatie américaine ?*

ENTRETIEN AVEC FRANÇOIS THUAL

*Le monde juif, Israël et le Moyen-Orient*

05

MOYEN-ORIENT

CANADA: 15,95 CAD • ÉTATS-UNIS: 18 USD • SUISSE: 20 CHF • ALLEMAGNE/BELGIQUE/GRÈCE/PORTUGAL: 12 EUR • AUTRICHE: 12,50 EUR  
CAMEROUN/CÔTE D'IVOIRE/CAMBODGE/SÉNÉGAL: 7,500 CFA • MAROC: 130 MAD • DOM: 10,95 EUR • POLYNÉSIE FRANÇAISE/NOUVELLE-CALÉDONIE: 1,500 CFP

M 07419 - 5 - F: 10,95 € - RD



Tous les deux mois,  
découvrez les meilleures analyses  
sur le monde arabo-musulman  
accompagnées de nombreuses  
cartes et illustrations.



Moyen-Orient n°1  
Dossier spécial Iran



Moyen-Orient n°2  
Dossier spécial Liban



Moyen-Orient n°3  
Dossier spécial Golfe



Moyen-Orient n°4  
Dossier spécial sur l'eau

Dans vos kiosques et librairies début juin 2010  
**Moyen-Orient n°6**  
Dossier spécial «Chiisme»

# OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT



OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

## OFFRE N°1 ABONNEMENT À MOYEN-ORIENT



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS

France métrop. 40€  DOM/TOM/Europe 50€  Reste du monde 60€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS

France métrop. 70€  DOM/TOM/Europe 90€  Reste du monde 110€

## OFFRE N°2 ABONNEMENT À MOYEN-ORIENT + DSI



DSI, la revue référence  
en défense et géostratégie

1 AN D'ABONNEMENT • 6 + 11 NUMÉROS

France métrop. 80€  DOM/TOM/Europe 100€  Reste du monde 120€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 + 22 NUMÉROS

France métrop. 150€  DOM/TOM/Europe 190€  Reste du monde 230€

## OFFRE N°3 ABONNEMENT À MOYEN-ORIENT + DIPLOMATIE



DIPLOMATIE, les meilleurs experts  
pour un autre regard sur le monde

1 AN D'ABONNEMENT • 6 + 6 NUMÉROS

France métrop. 60€  DOM/TOM/Europe 80€  Reste du monde 100€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 + 12 NUMÉROS

France métrop. 110€  DOM/TOM/Europe 150€  Reste du monde 190€

Offres valables jusqu'au 31 mai 2010

### MES COORDONNÉES

M.  M<sup>me</sup>  M<sup>lle</sup> Nom.....  
Prénom.....  
Adresse.....  
.....  
Code postal..... Ville.....  
Pays.....  
Téléphone.....  
E-mail.....

### JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)

par carte bancaire (VISA/ Mastercard)

N° de carte \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Date d'expiration \_\_\_\_ / \_\_\_\_

Cryptogramme \_\_\_\_  
(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Date et signature (obligatoires)

À renvoyer par courrier à : AREION Group, Moyen-Orient, 88, rue de Lille, 75007 PARIS (France)  
Vous pouvez également vous abonner sur Internet : [www.moyen-orient-presse.com](http://www.moyen-orient-presse.com)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.

# Sommaire

Moyen-Orient n° 5 • Avril-Mai 2010

- 6 Regard de François Thual sur le monde juif, Israël et le Moyen-Orient
- 13 Agenda - Actualités

## DOSSIER

17

- 18 Repères Israël/Palestine : Cartographie
- 20 L'État palestinien aujourd'hui : une victoire palestinienne ou israélienne ?  
Vincent Romani
- 27 Obama, Netanyahu, Abbas, Haniyeh : quand la pièce israélo-palestinienne se joue à quatre  
Frédéric Encel
- 32 « Le règlement de la question palestinienne, une nécessité pour la communauté internationale »  
Entretien avec Hassan Balawi
- 37 Le Hamas, un partenaire pour une solution politique ?  
Pierre-Alain Clément
- 38 Les Arabes israéliens : un enjeu pour Israël et le futur État palestinien  
Entretien avec Laurence Louër
- 45 Repères : Jérusalem au cœur du conflit israélo-palestinien  
Chiara Peffenella
- 46 Le Golan sur la route de la paix ?  
Juliette Bussy-Virat
- 51 Liban, Israël : les dessous hydro-politiques d'une tension  
Pierre Blanc

## GÉOPOLITIQUE

56

- 56 Al-Hakim, nouvel arbitre de la scène politique irakienne ?  
Julien Lecuyer
- 62 Le Yémen, entre impératifs de sécurité nationale et politique étrangère américaine  
Aziz Enhaili
- 68 Les Frères musulmans : affaiblis et désunis à la veille des élections en Égypte  
Sophie Pommier

## EN BREF

74

## VILLE

78

- 78 Une mégapole en morceaux ?  
Le Caire, centres vs périphéries  
Pierre-Arnaud Barthel et Bénédicte Florin
- ## HIER
- 86
- 86 L'histoire pour sortir de l'impasse historique ?  
Les « nouveaux historiens » en Israël  
Sébastien Bousois

## LIVRES • WEB • FILM

94

6



17



56



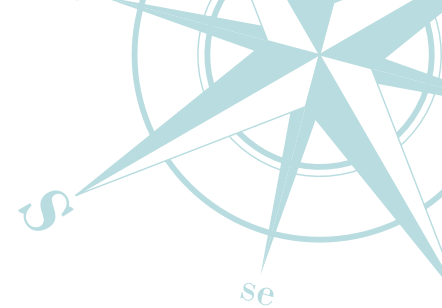
78



86



# Actualités Agenda



## « Concilier diversité et mondialisation » en Israël

La conférence régionale de l'UGI (Union géographique internationale) se tiendra cette année en Israël du 12 au 16 juillet 2010 autour de la thématique « Concilier diversité et mondialisation ». Il s'agira pour les géographes de réfléchir à ce paradoxe qui fait qu'en dépit des processus de globalisation sur les plans physique, économique et social, la diversité continue à se développer par

une variété de réactions à l'échelle nationale, régionale ou locale.

Selon le comité organisateur du colloque, Israël, géographiquement situé au point de convergence des continents européen, asiatique et africain et ayant des racines en chacun d'eux au niveau démographique, culturel et politique, fournit un cadre extrêmement approprié au thème du colloque. Depuis sa fondation, Israël a toujours envisagé d'assumer un rôle de relais au Moyen-Orient. En tant que société d'immigration juive, dont 20% environ de la population est constituée par des Arabes palestiniens, le pays est en confrontation avec des défis et des opportunités liés à la diversité de sa population dans les domaines social, culturel, ethnique et politique. De plus, le régime climatique semi-aride du pays a réclamé des réponses imaginatives tant écologiquement qu'environnementalement pour maintenir la diversité physique du paysage national, notamment pour la gestion de l'eau, la protection de l'habitat naturel et la lutte contre la désertification. En l'absence de ressources naturelles et afin de maintenir un fort taux de croissance économique, Israël se doit de développer avant tout son capital humain dans l'économie mondiale.

## Atlas de l'agriculture en Méditerranée

Le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM), créé à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe en 1962, publie son douzième rapport annuel, *Mediterra 2010*, cette année sous la forme d'un atlas. Cette approche cartographique sur un espace vaste et à cheval sur les continents européen, asiatique et africain est bienvenue, puisqu'elle permet d'appréhender en quelques coups d'œil les enjeux souvent imbriqués et les évolutions en cours dans la région de l'agriculture, des mondes ruraux, de l'alimentation et de la pêche. Plus qu'une série de photographies statiques, l'atlas *Mediterra 2010* révèle, par les cartes, les graphiques et l'analyse synthétique, les dynamiques géoéconomiques, sociales, territoriales et politiques à l'œuvre dans une région méditerranéenne, tout en soulignant la diversité et la complexité d'un espace qui doit encore trouver les identités structurantes de son avenir. Structuré en huit parties (« Populations et économies », « Les Méditerranées », « Espaces et ressources », « Hommes et productions », « Contrastes territoriaux », « Pêche », « Se nourrir » et « La Méditerranée dans la mondialisation »), il est d'un accès très aisé et se présente comme un outil pédagogique pour tous, visant à mieux comprendre l'espace méditerranéen.



## L'enjeu postélectoral des élections irakiennes

Le 7 mars dernier, les Irakiens se sont rendus aux urnes pour exprimer un vote déterminant pour le futur de leur pays. Dans son rapport sur le Moyen-Orient du 25 février 2010 (n°94), *Iraq's Uncertain Future: Elections and Beyond*, l'International Crisis Group analyse les possibles scénarios post-électoraux en s'appuyant pour étayer leurs hypothèses sur l'issue des précédentes consultations électorales organisées depuis la chute du régime de Saddam Hussein. Si l'opinion publique irakienne paraît avoir cautionné le discours nationaliste au détriment d'un discours communautaire lors des élections provinciales de janvier 2009, les équilibres communautaires restent pourtant un enjeu crucial. La persistance de questions en apparence inextricables, tels le destin de Kirkouk, ville pétrolière disputée entre Kurdes d'un côté, et Arabes et Turkmènes de l'autre, ou le poids électoral des réfugiés irakiens sunnites, qui se trouvent aujourd'hui majoritairement en Syrie et en Jordanie, suscite les craintes d'une reprise de la violence dans les mois suivant la consultation électorale. Mais selon le *think tank* bruxellois, le plus grand risque réside dans la capacité des futurs députés à trouver des accords postélectoraux. Tant la formation d'une coalition que le choix du futur président de la République pourraient en effet déstabiliser le pays. Les alliances formées en vue du scrutin pourraient éclater sous la pression de tensions inter- et intracommunautaires. « Si le chemin vers les élections a été dur, rappelle l'ICG, le chemin après les élections pourrait être encore plus dur », invitant la communauté internationale à redoubler son soutien à la stabilisation politique de l'Irak, en vue du retrait américain prévu par le président Barack Obama pour août 2010.



Téléchargeable sur : [http://www.crisisgroup.org/library/documents/middle-east\\_\\_north\\_africa/iraq\\_iran\\_gulf/94\\_iraq\\_s\\_uncertain\\_future\\_\\_elections\\_and\\_beyond.pdf](http://www.crisisgroup.org/library/documents/middle-east__north_africa/iraq_iran_gulf/94_iraq_s_uncertain_future__elections_and_beyond.pdf)

## Énergie et développement durable en Méditerranée



L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen (IPEDM) organise un séminaire dont l'objectif est de montrer les atouts de la région en matière de ressources énergétiques et les incertitudes concernant l'approvisionnement énergétique des pays de la rive nord, afin d'analyser les enjeux en termes d'efficacité et de maîtrise de l'énergie et surtout esquisser les politiques euroméditerranéennes possibles pour construire un véritable partenariat entre les deux rives. L'idée est de rappeler aux décideurs européens que l'échelle régionale est sans aucun doute plus pertinente pour une régulation énergétique qui n'existe pas à l'échelle mondiale et que l'intégration européenne n'est pas un préalable pour signer des accords stratégiques avec le Sud.

Paris, les 9 et 10 avril 2010

Pour en savoir plus... <http://www.ipemed.coop/spip.php?article200>





# Conférence

« Iran, Pakistan, Afghanistan :  
au cœur du conflit régional ? »

Conférence publique, Institut d'études de l'islam  
et des sociétés du monde musulman



© Highviews

« Al-Qaïda », « talibans »,  
« Charia », « menace nucléaire »,  
il n'y a pas un jour sans que  
les médias n'emploient ces  
mots et ne se fassent l'écho des  
crises et conflits qui touchent  
respectivement l'Afghanistan,  
le Pakistan et l'Iran, mais en  
recourant le plus souvent à  
des schémas simplificateurs.  
Dans ces trois pays, à la fois

réceptacles des tensions mondiales et acteurs à part  
entière de tensions régionales, les forces politiques et  
les mouvements sociaux sont au cœur d'affrontements  
qui dépassent largement leurs frontières et interagissent  
de façon permanente. C'est pour tenter de défaire  
l'écheveau, d'analyser les forces en présence et les  
enjeux, et de comprendre comment ces facteurs de  
crise interfèrent que l'Institut d'études de l'islam et des  
sociétés du monde musulman (ISMM) et le Collège de  
France ont lancé mi-février ce cycle de conférences.

Mardi, de 18h à 20h, amphithéâtre de l'EHESS,  
105 boulevard Raspail, Paris VI<sup>e</sup>



© L'Express/Pogreder

### Prochains rendez-vous :

- « **Martyr sans djihad : l'usage du religieux dans le discours politique des partis laïcs du Pakistan** », par Michel Boivin, chargé de recherche au CNRS, le 6 avril
- « **L'Iran de la révolte** », par Bernard Hourcade, directeur de recherche au CNRS, le 13 avril
- « **Le Pakistan au cœur des tensions régionales** », par Christophe Jaffrelot, ancien directeur du CERI-Sciences Po/CNRS, le 4 mai
- « **Quel avenir pour l'Afghanistan ?** », par Gérard Fussman, professeur au Collège de France (chaire Histoire du monde indien), le 25 mai

# Agenda

## Les Droits de l'homme au Moyen-Orient



Deux rapports publiés en février par Human Rights Watch font état d'un recours croissant à la torture et à d'autres « traitements et châtiments cruels, inhumains et dégradants », tant en Iran qu'à Bahreïn. Dans le premier, *The Islamic Republic at 31: Post-Election Abuses Show Serious Human Rights Crisis*, l'ONG affirme que les assassinats extrajudiciaires, les viols et les arrestations arbitraires sont désormais à l'ordre du jour dans les centres de détention en Iran. Les victimes sont principalement des journalistes, des défenseurs des Droits de l'homme et des manifestants qui ont contesté la réélection, en juin de 2009, du président Mahmoud Ahmedinejad. Le second rapport, *Torture Redux: The Revival of Physical Coercion during Interrogations in Bahrain*, dénonce un retour préoccupant de la pratique de la torture à Bahreïn lors des interrogatoires d'activistes du HAQ (Mouvement pour les libertés et la démocratie), que les autorités du royaume associent à l'opposition. Les tensions entre la famille royale sunnite Al-Khalifa et l'opposition – composée surtout de chiites représentant 60% de la population totale du Bahreïn et affirmant être discriminés par le pouvoir central sunnite – ont sensiblement augmenté au cours des deux dernières années.

Human Rights Watch consacre aussi un rapport récent aux Palestiniens de Jordanie, *Stateless Again: Palestinian-Origin Jordanians Deprived of their Nationality*, qui dénonce le sort de plusieurs milliers de Jordaniens d'origine palestinienne privés de leur nationalité jordanienne. Cette mesure, arbitraire et dépourvue de toute base légale, fragilise une population qui se retrouve « doublement sans État » et se voit exclue de l'accès à ses droits civiques (santé, éducation) et au marché du travail. Elle pourrait concerner 250000 Palestiniens munis de la nationalité jordanienne et installés en Jordanie à la suite de leur expulsion du Koweït en 1991.

### Pour en savoir plus...

Rapport sur l'Iran : <http://www.hrw.org/node/88464>

Rapport sur Bahreïn : <http://www.hrw.org/node/88201>

Rapport sur les Palestiniens de Jordanie : <http://www.hrw.org/node/87906>

## Cinéaste iranien emprisonné

Arrêté le 1<sup>er</sup> mars dernier, Jafar Panahi, l'un des réalisateurs les plus influents de la « Nouvelle Vague » iranienne, qui a ouvertement soutenu l'opposition au président Mahmoud Ahmadinejad, est toujours détenu à la prison d'Evine, située au nord de Téhéran. En revanche, Mohammad Rassoulof, également cinéaste, a été libéré sous caution, après avoir demandé pardon. Le journaliste réformateur Akbar Montajabi devrait l'être prochainement, selon le parquet de Téhéran.



© Cine del Sur Canada Film Festival



# Actualités

## Le nucléaire iranien vu par Pékin

Le rapport *The Iran Nuclear Issue: The View from Beijing* de l'International Crisis Group (ICG) du 17 février 2010 (n° 100) porte sur l'enjeu du nucléaire iranien tel qu'il est perçu par le gouvernement chinois. En effet, la nature des relations que la Chine entretient avec l'Iran apparaît déterminante dans la perspective d'un vote de sanctions contre Téhéran par le Conseil de sécurité de l'ONU, au cas où le pays poursuivrait son programme nucléaire.

Afin d'anticiper le comportement chinois vis-à-vis d'un éventuel vote de sanctions, l'ICG s'attache aux enjeux multiples aussi bien politiques qu'économiques faisant la complexité et l'intensité des relations sino-iraniennes. En commençant par la nécessité, pour Pékin, de maintenir un équilibre difficile entre ses intérêts en Iran et la nécessité d'éviter toute hostilité ouverte avec les États-Unis. Pour le gouvernement chinois, la « sécurité énergétique » est une priorité absolue, sa demande croissante en énergie étant liée à son essor économique. La Chine importe d'Iran 11,4% de sa demande de pétrole, si bien que l'Iran représente sa troisième source de brut après l'Arabie saoudite et l'Angola. Mais les échanges économiques sino-iraniens ne se limitent pas à l'exportation de brut vers la Chine : cette dernière comble le tiers de la demande de pétrole raffiné de l'Iran – la capacité de ce dernier à raffiner son propre brut étant en dessous de sa demande nationale – et pourvoit 13% des importations iraniennes totales, en particulier dans le secteur métallurgique et des constructions. Côté iranien, les exportations vers la Chine (pétrole exclu) ont augmenté de plus de 25% entre 2008 et 2009. Si les sanctions économiques déjà existantes contre Téhéran obligent Pékin à une certaine prudence, force est de constater qu'elles ont généré un « vacuum économique » dont profitent les investisseurs chinois. L'accord, signé en novembre 2009 entre la compagnie pétrolière chinoise Sinopec et son homologue iranienne NIOC pour l'allocation de 6,5 milliards de dollars en vue du développement conjoint de deux raffineries en Iran, souligne l'intensité des liens économiques entre les deux pays. C'est d'ailleurs pour contrer le renforcement de ces liens que Washington a obtenu l'engagement de l'Irak, du Koweït et de l'Arabie saoudite d'augmenter respectivement de 100%, 50% et 12% leurs exportations de brut en direction de la Chine en 2010. À l'origine de cette manœuvre, l'espoir de Washington de voir la dépendance chinoise vis-à-vis du pétrole iranien affaiblie et d'obtenir ainsi un vote chinois en faveur de sanctions.

Néanmoins, si l'enjeu économique reste primordial, le rapport de l'ICG rappelle d'autres considérations à la fois d'ordre géostratégique et géopolitique permettant de prévoir le comportement de la Chine vis-à-vis d'un vote contre l'Iran au Conseil de sécurité. En effet, l'opposition de Pékin à l'égard de l'application de nouvelles sanctions sur l'Iran s'enracine dans son expérience directe de ce type de mesures, qu'il juge peu efficaces, voire néfastes, tant pour leurs effets humanitaires que pour leurs contre-indications diplomatiques. À l'origine de cette considération, l'épisode du premier test nucléaire lancé par la Corée du Nord en 2006, « en réponse » à la suspension, décidée par la Chine, de l'approvisionnement en pétrole vers ce pays. À cela s'ajoute le fait que la Chine comme l'Iran partagent un point commun historique en tant que grandes civilisations ayant toutes deux commencé leur histoire contemporaine par des révolutions, ce qui leur a valu la méfiance de l'Occident. Les deux pays s'opposent en retour à la primauté américaine au Moyen-Orient et en Asie centrale – la première pour protéger ses intérêts économiques dans la région du Golfe, l'autre pour éloigner toute interférence américaine dans sa montée en puissance régionale. C'est dans ce contexte que l'on peut saisir la position chinoise concernant l'éventualité

que l'Iran développe l'arme nucléaire. En dépit du danger que la nucléarisation iranienne représenterait pour les intérêts énergétiques chinois – un tel scénario pouvant entraîner la généralisation d'une « course aux armements nucléaires » dans tout le Moyen-Orient –, Pékin voit dans le nucléaire iranien moins une menace qu'un atout pour contrebalancer le poids des États-Unis dans la région du golfe Persique.

En dépit de cette perception, Pékin continue de considérer la bienveillance américaine comme une nécessité incontournable, le prix à payer étant trop élevé si Washington devait faire preuve d'une hostilité ouverte à son égard. Par ailleurs, le gouvernement chinois n'est pas en mesure de supporter un isolement total au sein du Conseil de sécurité, la Russie, seul autre membre permanent qui aurait pu s'opposer aux sanctions contre l'Iran, s'étant finalement ralliée à la position américaine. À la lumière de ces considérations, le rapport de l'ICG prévoit donc que, lors d'un probable vote de sanctions contre le projet nucléaire iranien au Conseil de sécurité, la Chine choisira, comme par le passé, une stratégie consistant à retarder et assouplir l'application desdites sanctions.

L'atout de ce rapport est donc de montrer que l'imbrication des intérêts des puissances mondiales, notamment les États-Unis et la Chine, dans la région centre-asiatique et moyen-orientale n'est pas sans conséquence sur la définition de leurs politiques vis-à-vis d'un Iran nucléaire. L'enjeu énergétique restant central, les pays de la péninsule Arabique exportateurs de pétrole pourraient jouer un rôle majeur, dans les années à venir, limitant la dépendance chinoise du pétrole iranien. Il n'en reste pas moins que Pékin continue de percevoir son lien avec l'Iran comme crucial pour l'épanouissement de ses ambitions énergétiques et politiques dans la région.

CHIARA PETTENELLA



Conseil de sécurité des Nations unies, l'ambassadeur Wang Guangya.

Téléchargeable sur : [http://www.crisisgroup.org/library/documents/asia/north\\_east\\_asia/b100\\_the\\_iran\\_nuclear\\_issue\\_the\\_view\\_from\\_beijing.pdf](http://www.crisisgroup.org/library/documents/asia/north_east_asia/b100_the_iran_nuclear_issue_the_view_from_beijing.pdf)



## « Comment peut-on être féministe islamique ? »



À l'occasion de la parution du numéro 46 de *Critique internationale* (janvier-mars 2010) consacré au « **Féminisme islamique aujourd'hui** », le CERI organise une table ronde, intitulée « Comment peut-on être féministe islamique ? », **lundi 3 mai** prochain dans ses locaux de la rue Jacob. Avec la participation, entre autres, de Stéphanie

Latte-Abdallah (CNRS-IREMAM, université d'Aix-en-Provence), Azadeh Kian (maître de conférence à Paris VIII) et Laurence Louër (chargée de recherche Sciences Po-CERI-CNRS, rédactrice en chef de *Critique internationale*).

Vingt ans après l'apparition du concept de féminisme islamique forgé à partir de la situation iranienne, le dossier de *Critique internationale* dresse le bilan d'un débat toujours polémique et trop souvent ignoré. En revenant sur les enjeux d'un débat mondialisé et sur ses diverses expressions en Iran, au Maroc et en Arabie saoudite, ces pistes de recherche permettent d'envisager autrement la troisième vague du féminisme dans les mondes arabe et musulman.

Entrée libre sur inscription : [reunion@ceri-sciences-po.org](mailto:reunion@ceri-sciences-po.org)

Les anciens numéros de *Critique internationale* sont en accès libre sur le site du CERI : <http://www.ceri-sciences-po.org/cerifr/publica/critique/critique.php>



## « L'Europe, les États-Unis et la Méditerranée »



Les 9 et 10 avril 2010,  
Paris, Palais Brongniart

Pour sa sixième édition, le Forum de Paris a décidé de s'intéresser aux orientations de la nouvelle administration américaine dans l'espace méditerranéen, dont l'influence sur l'avenir de cette région risque d'être considérable. La première journée tentera une évaluation de la « doctrine Obama » et de son articulation dans l'espace méditerranéen en général et dans l'imbroglio proche-oriental en particulier. La seconde session se concentrera sur ce conflit nodal en soulevant deux questions centrales qui se posent aujourd'hui à l'administration Obama : est-il possible d'intégrer le Hamas dans le processus de paix, et si oui, dans quelles conditions ? Et, étant donné la faiblesse des protagonistes, faut-il leur imposer un règlement ?

Pour en savoir plus : [www.forumdeparis.org](http://www.forumdeparis.org)



À l'occasion de la publication par l'Institut Thomas More de l'étude « Vers une sécurité durable au Maghreb : une chance pour la région, un engagement pour l'Union Européenne », Antonin Tisseron, chercheur associé à l'Institut répond à nos questions.

### En quoi le Maghreb constitue-t-il un enjeu (sécuritaire) pour l'Union européenne ?

D'un point de vue géopolitique, le Maghreb est en position d'interface entre les pays du Sahel et l'Europe. La politique migratoire de l'Union européenne, qui fait de cette région un « poste avancé » dans la lutte contre l'immigration, est à cet égard emblématique, mais il en est de même de la lutte contre le terrorisme et le trafic de drogue. Interpol estime ainsi qu'environ 50 tonnes de cocaïne en provenance d'Amérique du Sud arrivent par les ports d'Afrique de l'Ouest, traversent le Nigeria, la Guinée et le Sénégal, pour gagner ensuite l'Afrique du Nord puis l'Europe. Le Maghreb n'est donc pas seulement, avec l'Algérie et la Libye, l'un des principaux fournisseurs en hydrocarbures de l'Union, ni un débouché économique en plein essor du fait du développement économique de la région. Il est un acteur essentiel aux côtés de l'Union européenne dans la sécurisation de ses frontières et la lutte contre les trafics illégaux, alors que le Sahel s'apparente de plus en plus à une « poudrière » menaçant les intérêts et la sécurité tant des Maghrébins que des Européens.

### Quels sont les risques (et/ou menaces) qui pèsent sur l'espace méditerranéen ?

La fragilité du Proche-Orient est bien connue. Le conflit israélo-palestinien est d'ailleurs l'une des principales causes du peu d'avancées de l'Union pour la Méditerranée depuis son lancement à l'initiative de la France. Le Maghreb, quant à lui, n'est sans doute pas aussi solide que les succès de ces dernières années dans la « guerre contre le terrorisme » et la croissance économique le laissent présager. Alors que les sociétés maghrébines sont en pleine mutation, les réformes politiques sont souvent trop timides. Dans le domaine de l'égalité entre les hommes et les femmes par exemple, la refonte du Code de la famille au Maroc et en Algérie en 2004-2005 n'interdit pas la polygamie, mais la soumet à l'autorisation d'un juge. Le caractère autoritaire de certains régimes vieillissants de la région constitue également une tendance inquiétante pour l'avenir du Maghreb. Le colonel Kadhafi dirige la Libye depuis plus de quarante ans et, en Algérie, les affrontements au sommet du pouvoir entre 2000 et 2008 n'ont abouti qu'à une modification de la Constitution pour permettre à Abdelaziz Bouteflika de briguer un nouveau mandat – avec, il est vrai, un large succès. Dans ce contexte, l'importance du chômage dans des populations majoritairement jeunes, sur fond de crise économique et d'une mauvaise répartition des richesses, porte en germe des facteurs de déstabilisation interne d'autant que les conséquences des changements climatiques risquent d'avoir des effets dévastateurs dans une région où les équilibres écologiques et humains sont fragiles.

### La coopération existante entre les deux rives est-elle adaptée pour répondre à ces défis de sécurité ?

Les chantiers de la coopération entre l'Union européenne et les pays maghrébins sont nombreux et riches de potentialités. Il nous semble toutefois important d'insister sur deux points. D'une part, face à des problèmes internes et exogènes aux multiples dimensions, l'Europe ne peut isoler chaque élément, mais doit agir de manière globale sur les différents facteurs de déstabilisation pour créer de la sécurité dans le temps long. C'est en ce sens que le concept de « sécurité durable », employé par des chercheurs d'Oxford à propos de la lutte contre le terrorisme et de la nécessité de sortir d'une stratégie de contrôle pour s'attaquer aux racines de l'insécurité, nous semble particulièrement riche. D'autre part, le développement économique de la région ne pourra pas être pérennisé tant que la dynamique de l'intégration régionale, bloquée par le conflit du Sahara occidental entre le Maroc et l'Algérie, ne sera pas réellement amorcée. Et l'Europe, par son histoire et ses liens avec les pays maghrébins, a vocation à s'engager pour le développement et la paix dans la région, en promouvant le règlement d'un conflit dont la solution proposée par le Maroc en 2007 constitue aujourd'hui la proposition la plus réaliste.